



HAL
open science

Introduction - L'Amérique latine en ordre dispersé face au retour de Trump

Kevin Parthenay, Frédéric Louault

► **To cite this version:**

Kevin Parthenay, Frédéric Louault. Introduction - L'Amérique latine en ordre dispersé face au retour de Trump. Kevin Parthenay, Frédéric Louault (dir.). Amérique latine. L'Année politique 2025, Les Etudes du CERI n°282-283, , pp.5-10, 2026, <10.25647/etudesduceri.282-283.01>. <hal-05492656>

HAL Id: hal-05492656

<https://sciencespo.hal.science/hal-05492656v1>

Submitted on 4 Feb 2026

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire HAL, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons CC BY-NC-ND 4.0 - Attribution - Non-commercial use - No Derivative Works - International License

Introduction

L'Amérique latine en ordre dispersé face au retour de Trump

Frédéric Louault et Kevin Parthenay

« Pauvre Mexique. Si loin de Dieu et si proche des Etats-Unis »¹. Attribuée à l'ancien dirigeant mexicain Porfirio Diaz (1876-1911), puis consacrée par l'intellectuel Nemesio García Naranjo, dans un article du *Heraldo de Chihuahua* publié le 3 décembre 1962, cette formule retrouve toute son actualité avec l'agression militaire menée au Venezuela et l'arrestation de son président Nicolas Maduro le 3 janvier 2026. Elle pourrait s'appliquer à l'ensemble de l'Amérique latine si l'on s'en tient à la Stratégie de sécurité nationale publiée en décembre 2025 et aux récentes déclarations du président Trump.

Ce retour de l'élan impérialiste étatsunien a coïncidé avec une recomposition des équilibres régionaux et la résurgence de vieilles pratiques d'ingérence et de domination. Trump a rapidement renoué avec l'esprit de la doctrine Monroe (1823) qui entendait réserver « l'Amérique aux Américains » tout autant qu'avec le corollaire Roosevelt (1904) qui faisait des Etats-Unis le gendarme du continent. Publiée le 5 décembre 2025 par la Maison Blanche, la Stratégie de sécurité nationale, contenant la doctrine présidentielle, mentionne même un « corollaire Trump » (*The Trump Corollary to the Monroe Doctrine*²). Il se traduit par la volonté de restaurer la prééminence des Etats-Unis dans l'hémisphère occidental pour sécuriser les intérêts et le territoire du pays³. Tout au long de cette année, force et menaces se sont substituées au langage diplomatique classique. La fragilité économique (postpandémie) et politique (dégradations démocratiques) des Etats latino-américains les a rendus d'autant plus vulnérables à cette pression extérieure exacerbée.

Alors que Trump s'était concentré sur le cas vénézuélien lors de son premier mandat, il s'attache sous le second à ce que l'ensemble du continent (re)devienne le pré-carré des Etats-Unis. Pour ce faire, il a exercé des pressions sur le Panama au sujet du canal, sur les Etats centraméricains à propos des enjeux migratoires, sur les Etats andins concernant la question du trafic de drogue, sur les Caraïbes avec la question énergétique (également sous-jacente dans le dossier vénézuélien), ou encore sur le Mexique et le Brésil pour des questions commerciales. La tentative d'ingérence dans les affaires judiciaires brésiliennes lors du jugement de l'ancien président Jair Bolsonaro pour tentative de destruction de l'Etat de droit démocratique a mis en lumière le substrat idéologique de ce nouvel interventionnisme.

En décembre 2025, le Panama, la Colombie et le Venezuela sont les Etats qui ont le plus subi la pression des Etats-Unis. Dès sa campagne, Trump avait affiché sa volonté de reprendre le contrôle du canal de Panama, justifié par la contribution des Etats-Unis à sa construction

¹ « *Pobre México, tan lejos de Dios y tan cerca de Estados Unidos.* »

² The White House, *National Security Strategy*, Washington, novembre 2025 : www.whitehouse.gov/wp-content/uploads/2025/12/2025-National-Security-Strategy.pdf.

³ *Ibid.*

et par une prise de contrôle, fantasmée, par la Chine. L'usage de fausses informations, de menaces économiques, les visites de deux membres de l'administration (Marco Rubio et Pete Hegseth), et l'envoi de vols militaires destinés à expulser des migrants ont annihilé la capacité de résistance des autorités panaméennes qui, en l'espace de trois mois, sont passées d'une dénonciation des déclarations trumpiennes à la signature effective d'un mémorandum entre les deux pays⁴. Celui-ci a d'une part rétabli la possibilité d'une présence militaire étatsunienne sur le sol panaméen et, d'autre part, accordé un passage prioritaire et gratuit aux navires étatsuniens par le canal.

La Colombie de Gustavo Petro a également subi la pression des Etats-Unis sur trois volets : migratoire, économique et diplomatique. Ayant refusé initialement d'accueillir des vols militaires étatsuniens transportant des migrants expulsés, le président Petro s'est attiré les foudres de Washington et a été progressivement érigé en une figure ennemie. A la suite de ce refus, Trump a annoncé une augmentation de 50 % des droits de douane. Si cette crispation diplomatique a trouvé une porte de sortie, la tension entre les deux leaders n'a cessé de s'envenimer. Après avoir appelé les soldats américains à désobéir à leur président lors d'un rassemblement propalestinien à New York, en marge de l'Assemblée générale des Nations unies, Petro s'est vu retirer son visa. Il a par la suite été qualifié de « baron de la drogue » par Trump et ses avoirs à l'étranger ont été gelés. Bogota a rappelé son ambassadeur à Washington lorsque le locataire de la Maison-Blanche a laissé entrevoir la possibilité d'une intervention si la Colombie n'arrêtait pas immédiatement de produire de la drogue.

Sur ce même registre de menaces militaires et d'accusations de liens au narcotrafic, le Venezuela de Nicolas Maduro a occupé une place centrale dans l'agenda du président Trump jusqu'au déclenchement de l'opération *Absolute Resolve* début janvier 2026, qui a fait intervenir des soldats étatsuniens sur le sol vénézuélien pour arrêter son président et le traduire devant la justice étatsunienne. A l'issue de l'opération militaire, Trump a annoncé vouloir « diriger » ou « administrer » le pays le temps nécessaire. Pour ce faire, il semble ne pas vouloir trop s'embarasser dans cette période de leaders alternatifs, eux légitimes, tels qu'Edmundo González Urrutia (formellement élu lors des élections de juillet 2024) ou Maria Corina Machado (récipiendaire du prix Nobel de la paix 2025), mais compte poursuivre cette transition avec d'autres dignitaires du régime, notamment Delcy Rodríguez (l'actuelle présidente par intérim), qu'il entend forcer à coopérer et qu'il pourra mieux contrôler. Dans cette configuration, le Venezuela pourrait se transformer peu à peu en une sorte de nouveau protectorat des Etats-Unis. En amont de cette intervention militaire, une première depuis celle de Panama en 1989, les Etats-Unis ont remilitarisé l'espace caribéen (présence militaire étendue à Porto Rico, à Guantanamo, depuis Trinité-et-Tobago), et ont eu recours à des frappes stratégiques ciblant des navires transportant supposément de la drogue. Toutes ces activités, qui renouent avec les heures sombres de la politique de Washington en Amérique latine, ont été menées en violation totale du droit international.

Ainsi, de l'instrumentalisation des leaders étrangers à la coercition militaire, les Etats-Unis renouent avec un unilatéralisme radical et une volonté de rétablir une suprématie étatsunienne

⁴ Voir la contribution de Claire Nevache dans ce volume. Voir également K. Parthenay, « Trump et le canal de Panama », in T. de Montbrial et D. David (dir.), *Ramses 2026. Un nouvel échiquier*, Paris, Dunod, pp. 234-237.

en Amérique latine que l'on pensait appartenir au passé. Cette brutalisation des rapports avec les Etats de la région n'est pas sans conséquence pour les relations entre ces derniers. En effet, la fragmentation du continent atteint probablement son plus haut niveau depuis les années 1980. Cela s'explique notamment par l'extrême polarisation entre les Etats. La capacité de dialogue semble réduite à peau de chagrin entre les leaders de la région. L'Argentine de Javier Milei ne peut dialoguer avec les leaders de gauche ou du centre que sont Gustavo Petro, Claudia Scheinbaum, Gabriel Boric ou Luiz Inácio Lula Da Silva. La dictature des Ortega au Nicaragua et l'autoritarisme conservateur de Nayib Bukele au Salvador font obstacle à la coopération politique en Amérique centrale. Par ailleurs, le Pérou vient de rompre ses relations diplomatiques avec le Mexique. Le retour au pouvoir d'un président de centre droite en Bolivie rebat les cartes des alliances avec les gauches radicales qui gouvernent au Venezuela, au Nicaragua et à Cuba. Comme rarement, il devient difficile de savoir aujourd'hui qui en Amérique latine peut s'asseoir autour d'une même table.

Cette fragmentation fait par conséquent obstacle à la possibilité d'une réponse collective face à la pression de Donald Trump. Elle fragilise les différents schémas de coopération politique régionale existants dans la région. En dépit des avancées sur l'accord UE-Mercosur, le Marché commun du Sud (Mercosur) est à l'arrêt, tout comme le Système d'intégration centraméricain (SIC), la Communauté andine des nations (CAN) ou encore l'Alliance du Pacifique.

Si les capacités de dialogue et coopération sont limitées, notons malgré tout une variété des réactions face aux pressions de Washington ou à la recomposition de l'ordre mondial en cours. A cet égard, le leadership brésilien exercé par Lula doit être souligné. Son pouvoir de convocation semble toujours opérer, tant pour la COP30 organisée à Bélem que pour des coalitions plus thématiques telles que « l'Alliance globale contre la faim et la pauvreté » créée à l'occasion du G20 organisé à Rio en novembre 2024. Sa présence au sommet Union européenne-Communauté des Etats latino-américains et des caraïbes (Celac) de Santa Marta, l'un des rares leaders à avoir répondu à l'appel de Petro, témoigne de son engagement pour la coopération et le dialogue régional ainsi que pour la promotion du multilatéralisme. Dans un autre registre, la présidente mexicaine Scheinbaum est parvenue à résister avec un certain succès aux assauts de Trump, notamment sur le plan commercial en limitant la hausse des droits de douane. Toutefois, contrairement à Lula, elle ne nourrit pas l'ambition d'impulser un élan latino-américain et demeure très centrée sur un agenda national.

Cette polarisation que l'on observe à l'échelle du continent, entre les Etats, est également le reflet d'une polarisation interne croissante au sein des sociétés latino-américaines, sur fond de crise sécuritaire et de faible relance économique. En octobre, la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (Cepalc) prévoyait une croissance moyenne du produit intérieur brut de 2,4 % dans la région pour l'année 2025, tout en pointant plusieurs déficiences structurelles (insuffisance d'investissements, productivité limitée, marché de l'emploi peu dynamique, inégalités persistantes). Alors que l'Amérique latine « reste engluée dans un cercle vicieux de faible capacité de croissance⁵ », les offres politiques d'opposition tendent

⁵ Cepalc, « ECLAC updates growth projections for Latin America and the Caribbean : An expansion of 2.4% is expected in 2025 and 2.3% in 2026 », 23 octobre 2025 (www.cepal.org/en/pressreleases/eclac-updates-growth-projections-latin-america-and-caribbean-expansion-24-expected).

à radicaliser leurs propositions sur différents enjeux économiques et sociaux. Des personnalités surfant sur la vague trumpiste parviennent à fixer l'agenda médiatique et politique sur quelques thématiques centrales (sécurité intérieure, question migratoire, dérégulation économique) tout en attisant les peurs sociales. D'autres enjeux qui avaient été structurants il y a quelques années – comme la défense de l'environnement, la promotion des droits humains ou la qualité de la démocratie – sont devenus inaudibles dans les débats de politique interne. Le cas du Chili incarne parfaitement cette évolution : la dynamique réformiste initiée lors du mouvement social de 2019 puis confirmée par l'alternance progressiste de 2021 s'est essouffée dès 2022 avec le rejet du référendum constitutionnel. Puis les élections générales de 2025 sont venues confirmer un puissant retour de balancier au profit de la droite radicale.

Malgré la forte polarisation politique, l'érosion de la confiance envers les gouvernants et la percée de candidats anti-establishment qui ne cachent plus leur tentation illibérale, la dernière enquête disponible du Latinobarómetro souligne une légère progression du soutien à la démocratie dans la région (52 % en 2024 contre 48 % en 2023 en moyenne, avec des différences sensibles entre les pays de la région). Cette hausse vient interrompre une tendance négative à l'œuvre depuis 2010⁶. Cette paradoxale résilience du soutien à la démocratie doit toutefois être relativisée au regard du rapport 2025 du V-Dem Institute, qui mesure les évolutions concrètes de la démocratie sur la base d'une série d'indicateurs plus complexes⁷ : si la démocratie a bien progressé dans cinq pays de la région (Bolivie, Brésil, Equateur, République dominicaine, et Honduras avant les élections contestées de 2025), sept autres ont au contraire connu un processus de dégradation démocratique ou d'autocratisation (Argentine, El Salvador, Guyana, Haïti, Mexique, Nicaragua et Pérou). Les violations des droits humains et la dégradation de la liberté de la presse suscitent des inquiétudes particulières.

Les expressions électorales de cette polarisation ont également été très visibles en 2025, à travers un double mouvement de dégagisme (alternances électorales) et de radicalisation (écrasement des partis de droite traditionnelle par des entrepreneurs politiques plus radicaux). Sur les quatre élections présidentielles qui se sont tenues, trois se sont soldées par des alternances conservatrices (Bolivie, Chili, Honduras). Au Chili, l'élection au second tour du candidat de droite radicale José Antonio Kast (58,16 %) combine les deux éléments, à savoir une sanction contre le gouvernement sortant de Gabriel Boric – dont la continuité était incarnée par la candidate Jeannette Jara – et la recomposition des préférences électorales au profit d'une offre politique plus radicale⁸. La candidate du parti conservateur Union des démocrates indépendants (UDI), Evelyn Matthei, n'a terminé qu'en cinquième position au premier tour avec 12,46 % des voix, derrière deux autres candidats antisystème (le populiste néolibéral Franco Parisi et le libertarien Johannes Kaiser).

⁶ Estudio Latinobarómetro 2024, Corporación Latinobarómetro : Oleada 2024 - Versión agregada, Madrid, JD Systems Institute (www.latinobarometro.org/latinobarometro-2024). Entre 2010 et 2023, le soutien à la démocratie avait chuté de 15 points en moyenne régionale.

⁷ M. Nord, D. Altman, F. Angiolillo, T. Fernandes, A. Good God et S. I. Lindberg, « Democracy report 2025 : 25 years of autocratization – Democracy trumped ? », University of Gothenburg, V-Dem Institute, 2025, p. 21.

⁸ Voir la contribution d'Antoine Faure et Antoine Maillet dans ce volume.

Au Honduras, la présidente sortante Xiomara Castro (gauche) n'est pas non plus parvenue à imposer sa successeuse Rixi Moncada. Celle-ci ne s'est placée qu'en troisième position, loin derrière les candidats des deux grands partis conservateurs : Nasry Asfura (Parti national) et Salvador Nasralla (Parti libéral). Après des semaines d'incertitude et de pressions sur les institutions électorales pour accélérer le décompte du scrutin, Nasry Asfura a finalement été déclaré vainqueur avec 40,26 % des voix contre 39,55 % pour Salvador Nasralla. Par ailleurs, ces élections ont été marquées par l'ingérence de Donald Trump, qui a apporté son soutien direct au candidat Asfura, promettant l'enfer s'il n'était pas élu, et gracié l'ancien président Juan Orlando Hernandez⁹ (Parti national).

En Bolivie, l'élection de Rodrigo Paz Pereira, candidat du Parti démocrate-chrétien (PDC, centre droite) a mis un terme à deux décennies de domination de la vie politique par le Mouvement vers le socialisme (MAS, au pouvoir depuis 2006). Fragilisé par de violentes luttes internes entre le président Luis Arce et l'ancien président Evo Morales, le MAS a été éliminé dès le premier tour et a perdu l'essentiel de sa représentation au Congrès¹⁰.

En Equateur, la victoire de Daniel Noboa (Action démocratique nationale, ADN) face à la candidate corréiste Luisa González, consolide le virage conservateur. Noboa était arrivé au pouvoir fin 2023 à l'occasion d'une élection présidentielle anticipée provoquée par la destitution de Guillermo Lasso, dans un contexte de crise sécuritaire et économique¹¹. Né à Miami et âgé d'à peine 35 ans lors de son entrée en fonction, il incarne le renouveau de la droite équatorienne tout en étant l'héritier de l'une des plus grandes familles du pays (son père a été cinq fois candidat à l'élection présidentielle). Soutenu par Trump, il a fait campagne sur le thème de la sécurité et s'inspire des méthodes radicales employées par le président salvadorien Bukele. Sept mois après sa réélection, Noboa¹² a toutefois perdu un référendum qu'il avait lui-même initié, concernant la convocation d'une Assemblée constituante, une réforme politique et l'installation de bases étasuniennes sur le territoire national.

Enfin, les élections législatives de mi-mandat qui se sont tenues en Argentine ont confirmé le vote de rupture qui avait porté le candidat libertarien Javier Milei à la tête de l'Etat en 2023. Ce résultat peut être interprété comme un prolongement de la sanction électorale contre le kirchnérisme, au pouvoir entre 2020 et 2023¹³. Mais il confirme aussi l'effondrement de la droite traditionnelle – incarnée par le parti Proposition républicaine (PRO) – et la fuite de son électorat au profit de l'extrême droite libertarienne. Là encore, l'intervention médiatisée du Trésor des Etats-Unis pour soutenir financièrement le gouvernement argentin à l'approche du scrutin, via un échange de devises (*swap*) de vingt milliards de dollars (depuis révisé), a suscité de vives réactions, l'opposition dénonçant une intrusion étrangère dans le processus électoral. D'autant plus que Trump avait lui-même conditionné une nouvelle aide à la victoire de Milei.

⁹ Juan Orlando Hernandez purgeait une peine de prison de quarante-cinq ans aux Etats-Unis pour des liens avérés (par le Tribunal de New York) avec des réseaux de narcotrafic durant son second mandat présidentiel (2017-2021).

¹⁰ Voir la contribution de Rafael Archondo dans ce volume.

¹¹ A. Chiriboga, « Equateur : nouvelle victoire des élites et limites du camp populaire », in D. Recondo (dir.), *Amérique latine. L'année politique 2023/Les Etudes du CERI*, n° 271-272, 2024 (<https://dx.doi.org/10.25647/etudesduceri.271-272.04>).

¹² Voir la contribution d'Emmanuelle Sinardet dans ce volume.

¹³ Voir la contribution de Sofyaine Chbari dans ce volume.

A l'instar de l'Argentine, plusieurs chefs d'Etat ont accepté de se mettre en position d'alignement, voire d'assujettissement, au trumpisme (Costa Rica, Le Salvador, Equateur, Paraguay, Guatemala, Panama, etc.) en espérant en tirer profit, assurer leur protection ou simplement éviter de coûteuses sanctions économiques. D'autres semblent sclérosés, pris en tenaille entre les menaces étatsuniennes et les risques de blâmes électoraux internes. Deux dirigeants de premier plan ont toutefois emprunté une ligne de crête qui leur permet de faire entendre une voix dissonante sans rompre les canaux de communication avec Washington : Claudia Scheinbaum au Mexique et Lula au Brésil. Tous deux privilégient les échanges diplomatiques aux surenchères verbales. « Si proche des Etats-Unis », la présidente mexicaine parvient à garder la face et à maintenir les équilibres avec son premier partenaire commercial... au prix de concessions et de mains tendues. Quant à Lula, il a résisté de manière ferme mais cordiale aux pressions de Donald Trump lors du jugement de Jair Bolsonaro pour tentative de destruction de l'Etat de droit démocratique. Il a rappelé le caractère non négociable de la souveraineté du Brésil, a souligné son attachement à la défense des valeurs démocratiques et s'est porté garant du principe de séparation des pouvoirs. En retour, la diplomatie brésilienne a fait le dos rond lorsque l'administration Trump a imposé une surtaxe « politique » de 40 % sur près de deux-cents produits agricoles brésiliens. L'annulation de cette mesure en novembre, après une rencontre en tête-à-tête entre les deux hommes, a été célébrée comme une victoire par le président brésilien.

L'Amérique latine avance bien en ordre dispersé face au gouvernement Trump 2. Mais la trumpisation de la vie politique, comme facteur de polarisation et de brutalisation, s'est propagée. Elle n'épargne dorénavant aucun pays de la région. D'importantes échéances électorales y sont prévues en 2026 : au Costa Rica (février), au Pérou (avril), en Colombie (mai), à Haïti (prévues en août), et enfin au Brésil (octobre). Des élections de mi-mandat tout aussi cruciales se tiendront aux Etats-Unis (novembre). Ces élections vont-elles accélérer ou au contraire tempérer les recompositions politiques qui ont cours dans la région ? Le Brésil, qui a connu une expérience précoce de gouvernement d'extrême droite entre 2019 et 2022 sous Jair Bolsonaro, s'érigerait-il en rempart démocratique en cas de réélection de Lula ? Ces différents scrutins permettront aussi de réévaluer la tendance à l'écrasement des droites libérales conservatrices au profit d'offres politiques de droite radicale et d'extrême droite (notamment en Colombie, au Costa Rica et au Pérou).

Pour citer ce chapitre : Kevin Parthenay et Frédéric Louault, « Introduction. L'Amérique latine en ordre dispersé face au retour de Trump », in K. Parthenay et F. Louault (dir.), *Amérique latine. L'année politique 2025/Les Etudes du CERI*, n° 282-283, janvier 2026 [en ligne : <https://dx.doi.org/10.25647/etudesduceri.282-283.01>].